

21 JUILLET 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Julien ARNAUD

Bonsoir Monsieur le Président et merci de nous répondre malgré des nuits qui ont été courtes et des négociations âpres. On l'a vu, on l'a dit. C'est vrai que l'Europe s'est souvent abstraite. On voit beaucoup de négociations. On entend des montants un peu astronomiques, un peu virtuels. Ces 40 milliards, concrètement, dites-nous, à quoi vont-ils servir pour les Français ?

Emmanuel MACRON

Bonsoir. Alors, vous avez raison de dire : l'Europe, ce sont des choses très concrètes et ça va toucher la vie de nos concitoyens, ce qui s'est négocié. D'abord, ça va la toucher par le budget que nous avons négocié sur les 7 prochaines années. Je vais le redire parce qu'au-delà du plan de relance, il y a le budget. Et donc, pour nos agriculteurs, c'est essentiel, c'est la politique agricole commune, c'est ce qui nous permet de produire, d'avoir cette souveraineté alimentaire. Nos négociations ont permis de protéger le revenu de nos agriculteurs pendant 7 ans. Et donc, les paiements directs qu'ils auront, la garantie de leurs revenus sera la même. Nous avons peur que le Brexit ait une conséquence et qu'en quelque sorte, la sortie du Royaume-Uni conduise à baisser le revenu de nos agriculteurs. Ce ne sera pas le cas. Nous nous sommes battus, nous l'avons maintenu. Ce budget, il permettra aussi de financer nos régions. La France touche des financements et en particulier pour nos régions ultramarines. Nous nous sommes battus là aussi pour améliorer ce budget et c'est très concret. Et en plus de ce budget européen, sur ces politiques historiques, nous avons lancé aussi des politiques nouvelles qui correspondent à toutes les ambitions que la France a portées : sur le numérique, sur le climat, etc., etc. Et en plus de ce budget, ça a été la spécificité de ce sommet. C'est ce en quoi il est historique. Nous avons créé pour la première fois dans notre histoire un plan de relance que nous finançons ensemble par un endettement commun sur les marchés. Pour la première fois de son histoire, l'Europe, les pays européens solidaires vont emprunter de l'argent pour le répartir entre eux selon les besoins et les priorités. Et votre reportage l'a très bien dit. Pour nous, Françaises et Français, cela signifie que nous toucherons 40 milliards d'euros sur ce plan de relance.

Julien ARNAUD

Justement...

Emmanuel MACRON

Ça permettra de financer...

Julien ARNAUD

Qui va toucher ces [inaudible]

Emmanuel MACRON

Nous allons en fait construire notre plan, nous allons nous construire ce plan de relance avec justement la volonté de financer l'emploi des jeunes ; l'Europe nous y aidera ; de financer nos petites et moyennes entreprises, nos artisans, nos commerçants, de financer des secteurs, nous avons commencé à le faire comme le tourisme, mais aussi la rénovation thermique des bâtiments. L'Europe nous permettra de le faire, de financer des industries comme l'hydrogène, les batteries électriques, tout ce qui va nous permettre dans le plan de relance, de créer de l'emploi, de créer de l'emploi dans des secteurs industriels et écologiques. La batterie électrique, l'hydrogène, la rénovation thermique des bâtiments, de créer de l'emploi par la formation de nos plus jeunes comme de celles et ceux qui, tombant au chômage, auront à être reconvertis. L'Europe financera une part importante de ce projet. Et donc, la France, par la négociation que nous avons tenu ces 4 derniers jours et 4 dernières nuits, touchera 40 milliards d'euros. Nous sommes le troisième bénéficiaire en Europe de ce plan de relance, ce qui, selon les travaux faits

par le Gouvernement à ce stade, correspond à en effet 40 % des dépenses qui seront les nôtres. Cela veut dire que cet argent viendra de l'Europe sur notre budget sans que nous ayons besoin de le financer, ni par notre propre endettement à nous, ni par nos impôts.

Julien ARNAUD

Est-ce que la France sera libre, Emmanuel MACRON, de disposer de cet argent comme elle le souhaite et de le donner, par exemple, à des grandes entreprises : Air France, Airbus, Renault ou bien au secteur de la santé, par exemple pour financer des lits d'hôpitaux ? Oui bien, est-ce que notre pays pourra dire : « Non, pas question. On a un droit de regard sur la façon dont vous disposez ».

Emmanuel MACRON

Alors, nous allons discuter les uns et les autres de nos plans de relance et il y a des secteurs qui sont définis dans les critères qui ont été donnés, mais il n'y a aucun droit de veto, et ça, ça a été une partie de la discussion. Certains États membres disaient : il faut qu'il y ait un droit de veto dans la gouvernance, qu'on puisse bloquer en quelque sorte tel ou tel plan si un Etat membre ne fait pas suffisamment de réformes aux autres, ce ne sera pas le cas. Et donc, il y a un respect de la souveraineté de chaque Etat membre. Mais il y aura des discussions avec la Commission européenne et les autres Etats pour que on fasse des choses pertinentes entre nous. Tout ce que vous avez cité sera tout à fait possible dans le plan. Financer le soutien à nos entreprises, financer la relance des secteurs les plus stratégiques, financer notre politique de santé. Tous ces éléments-là, mais aussi notre culture, le financement de notre politique éducative, financer les nouveaux secteurs créateurs d'emplois, tout cela sera possible dans ce plan de relance.

Julien ARNAUD

Airbus également, même si cela n'est pas forcément très, très vert, si j'ose dire.

Emmanuel MACRON

Pardon, je n'ai pas entendu ce que vous venez dire.

Julien ARNAUD

Airbus également qui est un géant, mais qui n'est pas forcément un secteur très environnemental. On sait qu'il y a une part très importante qui doit être destinée et priorisée pour les investissements verts.

Emmanuel MACRON

Oui, mais Airbus, nous avons commencé dans le plan aéronautique à travailler sur ce sujet en apportant des financements et des garanties. L'Etat a déjà... L'Etat français est déjà intervenu, comme vous le savez. Et avec ces financements et ces garanties, nous avons demandé des conditions, entre autres pour améliorer le bilan carbone en réduisant les vols courts qui peuvent être substitués par un trajet en train, c'est-à-dire lorsqu'il y a, lorsqu'on peut se déplacer en TGV d'une ville à l'autre en France en moins de deux heures et demi, on a demandé justement à Air France de pouvoir réduire les vols. Pour Airbus qui est l'autre compagnie du secteur aéronautique, là, nous avons aussi proposé une aide. Cette aide, elle accompagne un secteur qui est très créateur d'emplois, mais qui, par son innovation, va devenir plus vert. Et ça, c'est important par rapport à votre question. On ne peut pas dire : on a une ambition climatique, mais on abandonne tout de ce que nous sommes. Dans les grands secteurs industriels français, il y a l'automobile et il y a l'aéronautique. Ce sont des secteurs qui polluent, c'est tout à fait vrai. Comment on peut réconcilier l'objectif d'emploi et l'objectif écologique ? Je ne crois pas qu'on puisse le faire en arrêtant notre économie, c'est-à-dire, en ne produisant plus d'avions ou de voitures. D'autres le feront que nous utiliserons. Donc il faut simplement financer ces secteurs pour accélérer leur conversion à une économie qu'on appelle « décarbonée ». C'est exactement ce que nous avons fait avec Airbus.

Julien ARNAUD

Pour financer...Pour financer justement...

Emmanuel MACRON

Par le plan de relance. Et donc le plan, le plan, le plan aéronautique que nous avons fait avec Airbus, on a dit : « on vous fi... on vous aide en trésorerie et on vous aide en capital si besoin était. Mais premièrement, on vous demande de garder un maximum d'emplois par un accord négocié qu'on abonde. Deuxièmement, on finance l'innovation du secteur pour permettre de réduire les émissions de ce secteur, c'est-à-dire produire plus vite des avions moins polluants et changer progressivement la politique ».

Julien ARNAUD

Monsieur le Président, cette...

Emmanuel MACRON

L'automobile, nous avons fait pareil en produisant davantage de batteries électriques, en allant plus loin, justement sur le véhicule électrique, le véhicule hybride et les véhicules de nouvelle génération qui sont moins polluants. C'est ça le modèle auquel nous croyons.

Julien ARNAUD

Question très concrète et très importante, évidemment, pour les Français qui nous regardent. Cet argent, il n'est pas magique, pour reprendre votre expression, il va bien falloir le trouver quelque part. C'est l'Europe qui va payer, nous avez-vous expliqué. Mais l'Europe, c'est aussi nous. Il y a quelques jours, vous avez dit sur TF1 : « il n'y aura pas d'impôts nouveaux pour la France ». Est-ce que vous pouvez dire que ce soir : « il n'y aura pas non plus d'impôt européen » que paieraient évidemment les Français ?

Emmanuel MACRON

Alors, je peux vous dire une chose très simple, ce n'est pas le contribuable français qui le paiera. Pourquoi ? Parce que nous nous sommes engagés justement dans ce même accord, à créer de nouvelles ressources propres, c'est-à-dire de pouvoir, au niveau européen, lever un impôt sur les grandes entreprises et les acteurs internationaux qui ne jouent pas le jeu nos politiques. Je m'explique. Les 750 milliards d'euros de ce plan de relance vont nous permettre de financer et des prêts et des subventions. Ça a été tout le débat de ces derniers jours. Ces 750 milliards d'euros, c'est une dette que les Européens prennent ensemble. D'abord, c'est très intéressant parce que nous, tous ensemble, nous sommes très solides. Et donc, par exemple, si je prends les 40 milliards d'euros que la France va toucher, ces 40 milliards d'euros, ils ne seront pas sur notre dette à nous auprès de l'Europe. Ce remboursement, il se fera comment ? D'abord, l'Europe va commencer à le faire par des intérêts qu'elle n'utilise pas, des sujets techniques que nous avons mis dans ce texte et surtout en lissant cette dette dans le temps, elle va progressivement créer des ressources propres qui vont permettre de rembourser au niveau européen ce que nous aurons emprunté sur les marchés. La taxe Plastique, est déjà une première ressource propre qui permet justement d'inciter les secteurs à moins utiliser le plastique et qui va aller au niveau européen. Et nous allons ensuite, au niveau européen, créer ces taxes sur lesquelles nous nous battons d'ailleurs depuis plusieurs années. Une taxe numérique pour les grands acteurs internationaux du numérique qui aujourd'hui, ne payent pas d'impôts. Je l'ai déjà dit plusieurs fois, nous, nous sommes en train de le faire au niveau français. Nous l'avons décidé parce que l'Europe tardait à le faire et l'OCDE aussi. Le bon niveau et le niveau européen. Nous sommes en train de convaincre tous nos partenaires dans les mois et les années qui viennent. Notre but, c'est qu'on ait une vraie taxe numérique pour taxer ces grands acteurs du numérique qui d'ailleurs ont fait beaucoup de profits durant la crise et qui ne payent pas la même TVA, les mêmes impôts sur les sociétés que les petites et moyennes entreprises comme les grands groupes français parfois qu'ils concurrencent. Ça, ça permettra de rembourser cet emprunt européen. Deuxième piste, ce mécanisme carbone aux frontières. Nous, nous demandons à nos entreprises beaucoup d'efforts pour être plus vertes. On met un prix carbone pour que ce changement accélère. Mais lorsque nous importons de l'acier qui vient du bout du monde, qui est fait dans des conditions beaucoup moins vertueuses, il faut pouvoir mettre à nos frontières une taxe qui co [honor] en quelque sorte, qui évite une concurrence déloyale et qui fait que

nos frontières une taxe qui se prononce en quelque sorte, qui crée une concurrence déloyale et qui fait que cet acier qui viendrait d'Inde, de Chine ou d'ailleurs, il paye la taxe carbone quand il rentre dans nos frontières. Cet impôt européen que nous allons bâtir ensemble, il permettra de rembourser cette dette que nous contractons. Et donc, la force de ce projet, sa nouveauté, c'est précisément que ce n'est pas le contribuable français qui paiera cette dette. Ce sont des acteurs, la plupart du temps grandes entreprises internationales, parfois européennes, qui aujourd'hui ne sont pas assez sollicitées et qui vont payer progressivement cette dette par la fiscalité européenne que nous allons bâtir. Et c'est là où tout se tient. C'est là où à la fois, nous allons lever aujourd'hui une dette pour financer la transformation de notre économie et répondre à la crise sanitaire, économique et sociale que nous vivons et que nous allons le financer par la transformation d'une fiscalité européenne qui permet, 1, de mieux taxer les acteurs du numérique et 2, de correspondre à nos objectifs climatiques.

Julien ARNAUD

Monsieur le Président, sur l'Europe. Elle avait failli au début de cette crise, vous l'aviez d'ailleurs dit vous-même, sur différents sujets, notamment les masques ou les frontières. Ces questions, elles sont encore d'actualité aujourd'hui, notamment la question des masques. On a vu tout à l'heure qu'ils seraient gratuits pour les précaires. Est-ce que vous souhaitez que cette mesure soit élargie à l'ensemble de la population dans les jours ou les semaines qui viennent ?

Emmanuel MACRON

Ecoutez, je pense que la priorité, c'est d'avoir en effet accès pour toutes les Françaises et tous les Français au masque. Nous avons répondu par la capacité à produire, à importer, à sécuriser des stocks. Il y a eu une grande mobilisation de tous les acteurs publics et privés, que je remercie, pour qu'après le déconfinement, on puisse avoir accès à ces masques. Il était important que tous nos concitoyens y aient accès et que celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter un masque qu'on appelle grand public soient aidés. Ensuite, l'Etat et le contribuable français n'a pas vocation à payer des masques gratuitement pour tout le monde tout le temps, et donc je pense que ça doit rester une politique sociale. Par contre, notre rôle, nous, Françaises, Français, et avec les Européens, c'est de sécuriser dans la période qui vient les stocks, la production, qu'il s'agisse des masques grand public, des masques pour nos soignants, mais également des respirateurs, des produits pharmaceutiques dont nous avons besoin et de notre capacité à produire un vaccin. C'est tout cela aussi dont nous avons parlé et c'est tout cela que nous travaillons, que nous changeons depuis des semaines et des mois.

Julien ARNAUD

On a vu aussi, Monsieur le Président, dans le journal, il y a quelques instants, les difficultés autour des tests, difficultés d'ailleurs qui sont liées à la politique des frontières puisque c'est la ruée pour avoir des tests pour pouvoir voyager. On constate d'ailleurs un manque de réciprocité d'un pays à l'autre. Parfois, certains ressortissants français ne sont pas acceptés dans d'autres pays, alors que la France accepte les ressortissants de ces pays. Que faire pour que l'on puisse réaliser davantage de tests et faciliter cette réciprocité ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, nous nous sommes mis en situation de faire de plus en plus de tests dans notre pays, et là dessus, nous avons aussi une très bonne coopération entre pays européens. Nous allons continuer en ce sens, et évidemment, là aussi, nous sécurisons l'ensemble des ingrédients, des organisations, des dispositifs qui sont nécessaires pour pouvoir tester massivement. Nous allons simplifier aussi l'accès à ces tests pour nos concitoyens en permettant justement, comme je le disais il y a quelques jours, de ne pas forcément aller chez le médecin pour se faire tester, mais de pouvoir, même quand on est asymptomatique, quand on a un doute, le faire. Ensuite, il y a le sujet de la circulation. Entre Européens, nous avons maintenant une bonne organisation, nous avons rouvert l'espace Schengen, nous avons une bonne coopération. C'est très important parce que, je le rappelle, nous avons 350 000 transfrontaliers qui, tous les jours, font l'aller-retour. La difficulté est ensuite avec des pays hors de l'espace Schengen qui ont parfois d'autres politiques. C'est ce qui nous a amenés au cas par cas à fermer certaines frontières. et donc nous allons systématiquement regarder la réciprocité. Ce que nous

voulons faire, c'est évidemment que nos concitoyens qui parfois sont à l'étranger veulent rentrer puissent le faire, que les binationaux puissent circuler quand c'est possible entre ces deux pays, mais que cela ne menace jamais les conditions sanitaires de notre pays. Réciprocité, obligation de se faire tester quand on le peut dans le pays de départ, test à l'arrivée en France ou politique de suivi et de quatorzaine, comme on dit. Nous serons très rigoureux sur ce point parce qu'on le voit partout en Europe, mais aussi dans le reste du monde, il y a une reprise, et donc il nous faut être très vigilant.

Julien ARNAUD

Il y a un autre sujet, Monsieur le Président, qui est lié sans doute aussi indirectement à la question du Covid, c'est le sujet de la sécurité. On vous a assez peu entendu là-dessus. Or, il y a eu des drames : le chauffeur de bus de Bayonne, un pompier qui s'est fait tirer dessus, des incivilités aussi avec des tirs de mortiers, des rodéos. Que comptez-vous faire pour en finir avec ça ?

Emmanuel MACRON

Ecoutez, là-dessus, je l'ai toujours dit et je le redis avec fermeté, c'est la tolérance zéro. Toute personne qui porte justement l'autorité républicaine, toute personne qui appartient à nos forces de sécurité intérieure ou qui agit pour servir, pompiers, aussi soignants parce que c'est arrivé dans la période récente, méritent le respect et nous ne tolérerons aucun écart. Le Premier ministre et des ministres compétents se sont déplacés systématiquement, ont aussi dit ce que nous comptons faire : renforcer les équipements, renforcer les politiques d'accompagnement, mais aussi nous prendrons toutes les dispositions utiles pour que la réponse judiciaire soit rapide et au rendez-vous de ces incivilités. C'est non seulement une réponse immédiate qui est nécessaire, mais c'est un changement d'état d'esprit profond. Nous ne pouvons pas accepter et je n'accepterai pas dans notre pays que ces incivilités deviennent une habitude. La sécurité au quotidien, c'est ce qui garantit l'ordre public, l'ordre républicain, c'est-à-dire la vraie liberté dans notre société, et donc sur ce point, nous serons intraitables.

Julien ARNAUD

Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour avoir été ce soir en direct dans ce journal.

Emmanuel MACRON

Merci à vous. Mais je veux vous dire, vous savez, je veux simplement vous dire, sur ce point et tout ce qu'on a échangé, je veux que nos concitoyens mesurent l'importance de ce qui s'est passé durant ces quatre jours et quatre nuits. Nous avons obtenu un accord historique pour notre Europe avec tout ce qu'on vient de décrire, y compris concrètement. C'est le fruit d'un travail de trois ans entre la France et l'Allemagne, et c'est le projet sur lequel les Françaises et les Français m'ont fait confiance, celui que j'avais promis, celui ensuite que j'ai présenté en septembre 2017 à la Sorbonne, celui que nous avons travaillé avec la chancelière MERKEL depuis le printemps 2018, qui a donné lieu à un accord franco-allemand le 18 mai et, deux mois plus tard, qui devient réalité européenne. Nous nous sommes battus, mais nous l'avons. C'est le moment le plus important de la vie de notre Europe depuis la création de l'euro. Je veux que ce soir, vraiment, chacune et chacun en ait conscience parce que ce moment historique, c'est le fruit de notre travail à tous et toutes, et donc nous pouvons être fiers.

Julien ARNAUD

Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour avoir été donc ce soir avec nous en direct.